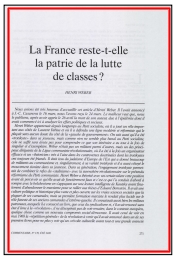
Commentaire

Pays : FR
Périodicité : Trimestriel



Date : Ete 2020
Journaliste : HENRI WEBER

La France reste-t-elle la patrie de la lutte de classes ?

HENRI WEBER

Nous avions été très heureux d'accueillir cet article d'Henri Weber. Il l'avait annoncé à J.-C. Casanova le 16 mars, nous l'avons reçu le 24 mars. Le malheur veut que, nous le publions, après avoir appris le 26 avril la mort de son auteur, due à l'épidémie dont il avait commencé ici à analyser les effets politiques et sociaux.

Henri Weber appartenait depuis longtemps au Parti socialiste, où il a joué un rôle important aux côtés de Laurent Fabius et où il a défendu une ligne modérée et réformiste qui le plaçait sans aucun doute du côté de la «gauche de gouvernement». On sait aussi qu'il a été «trotskyste» dans sa jeunesse, mais comme rien ne semble plus banal au Parti socialiste, cela ne suffit sans doute pas pour comprendre ce que son itinéraire a eu tout à la fois de singulier et d'exemplaire. Weber n'était pas un militant parmi d'autres, mais un des principaux dirigeants de la Ligue communiste révolutionnaire, où il a été à la fois un organisateur efficace et un «théoricien» très à l'aise dans les controverses doctrinales dont les trotskystes ont toujours été friands. Il était issu du judaïsme d'Europe de l'Est qui a donné beaucoup de militants au communisme et, singulièrement, à sa variété trotskyste et il a aussi côtoyé le mouvement sioniste dans sa jeunesse. Dans sa génération, l'engagement trotskyste permettait de combiner le refus du «stalinisme» avec la surenchère révolutionnaire sur le prétendu réformisme du Parti communiste. Henri Weber a théorisé avec un certain talent cette position avant de percevoir ce qu'elle avait de foncièrement faux et c'est ce qui l'a conduit d'abord à rompre avec le bolchevisme en s'appuyant sur une lecture intelligente de Kautsky avant finalement d'abandonner le marxisme pour se rallier aux thèses d'Eduard Bernstein. Il avait une culture politique et historique plus vaste et plus ouverte sur les vraies sciences sociales que la plupart de ses camarades, mais sa première formation marxiste le rendait plus lucide sur le rôle funeste de ses anciens camarades d'extrême-gauche. Il connaissait aussi bien les milieux patronaux, auxquels il a consacré un livre, que ceux du syndicalisme et, s'il avait renoncé sans état d'âme à la «révolution», il ne désespérait pas de voir renaitre, dans le contexte européen, quelque chose comme un nouveau compromis social-démocrate. Il avait cessé de voir en mai 1968 la «répétition générale» de la révolution à venir qu'il avait annoncé dans un de ses premiers livres pour ne plus y voir qu'un «révolte culturelle avant tout et une grande avancée

Tous droits réservés à l'éditeur

de réformes sociales», et il disait en riant qu'il valait évidemment mieux que les révolutionnaires dans son genre ne soient jamais parvenus au pouvoir.

Henri Weber était tout à la fois un professionnel de la vie politique et un esprit libre, dont l'humour bienveillant et la gaieté chaleureuse ont charmé tous ceux qui l'ont connu et dont la disparition attristera les amis de la liberté. Son article, sans doute le dernier qu'il ait écrit, témoigne du regard lucide et bienveillant d'un homme de gauche sur les forces et les faiblesses de la culture politique française.

Ph. R.

La onzième vague du baromètre sur la confiance politique des Français, réalisé chaque année par Sciences Po et le CEVIPOF[1] depuis 2010, permet de nuancer substantiellement l'idée que la France serait une «société de défiance» généralisée, qui fait les délices des commentateurs. On y apprend en effet qu'en février 2020, 76 % des Français font très ou plutôt confiance à l'armée; 66 % font confiance à la police, malgré les images de violences surabondamment diffusées sur les réseaux sociaux[2]; 80 % font confiance aux hôpitaux, en dépit de leurs déficiences maintes fois déplorées; 70 % à l'école publique, malgré ses carences mille fois dénoncées; 69 % à notre système de Sécurité sociale… 76 % des sondés déclarent faire confiance aux PME[3].Dans une société de défiance, on s'attendrait à plus de sévérité ! Les Français font massivement confiance aux institutions de l'État régalien et à celles de l'État social. En revanche, ils expriment une forte défiance à l'égard des institutions politiques, au sens large du mot : toutes celles qui de près ou de loin participent au pouvoir politique : les partis, les parlements, le gouvernement, l'Élysée, les médias, les syndicats, les réseaux sociaux… Si 63 % des sondés déclarent faire confiance à leurs élus locaux, ils ne sont plus que 33 % à le faire s'agissant des députés, 31 % au gouvernement, 30 % au président de la République (tous en hausse, toutefois, de 5 à 8 % par rapport à l'enquête de 2019, année des Gilets jaunes). 28 % seulement font confiance aux confédérations syndicales (contre 53 % en Allemagne !), 13 % aux partis politiques, 28 % aux médias, 17 % aux réseaux sociaux. La France est bien «en même temps» une société de défiance et de confiance !

Les raisons de cette dichotomie ne semblent pas mystérieuses : les institutions régaliennes et sociales, malgré les nombreux reproches qui leur sont faits, paraissent à peu près efficaces aux sondés, et celles et ceux qui les servent sont perçus comme dévoués au bien commun. Les institutions politiques, médiatiques, syndicales leur paraissent au contraire, à tort ou à raison, comme inefficaces, et celles et ceux qui les peuplent, comme «éloignés des préoccupations des gens», et soucieux surtout de préserver leurs propres avantages. Autrement dit, il y a défiance quand il y a matière à se défier, voire à s'insurger, et confiance lorsqu'il y a quelques motifs à l'accorder. C'est pourquoi la défiance à l'égard des institutions politiques, au sens large, a tendance à se généraliser à toutes les démocraties développées, et les mouvements populistes ont tendance à y prospérer. Car partout une des conséquences de la mondialisation libérale est de vider ces institutions d'une partie de leur pouvoir et d'aggraver leur inefficacité. Lorsque Yann Algan et Pierre Cahuc publiaient leur livre, en 2008, sur la société de défiance, ils y voyaient une spécificité française, due à des causes nationales, d'ailleurs récentes : l'instauration en 1945 d'un système de protection sociale «corporatiste», de type bismarckien, et d'un État central interventionniste[4]. Force est de constater que les «sociétés de défiance» et les mouvements populistes se sont multipliés, avec l'avènement d'un capitalisme mondialisé, numérisé et dominé par la finance. Parmi les multiples causes de la crise

(1) Centre de recherche politique de Sciences Po, *En quoi et en qui les Français ont-ils confiance aujourd'hui? Vague 11*, février 2020. Étude réalisée auprès d'un échantillon de 2 098 personnes représentatives de la population française, 1 800 représentatives de la population britannique, 1 760 représentatives de la population allemande.

(2) Cette confiance dans la police chute néanmoins de 8 points par rapport à l'enquête de 2018, où les réponses positives étaient de 74 %.

(3) Ces résultats viennent corroborer ceux du programme d'enquêtes internationales sur l'évolution des valeurs européennes (European Values Study, EVS). Voir P. Brechon, F. Gonthier, S. Astor, *La France des valeurs. Quarante ans d'évolution*, Grenoble, Presse universitaire de Grenoble, 2019.

(4) Y. Algan et P. Cahuc, *La Société de défiance. Comment le modèle social français s'autodétruit*, Édition de la Rue d'Ulm, 2009.

Tous droits réservés à l'éditeur

de nos démocraties développées, on a tendance à sous-estimer, voire à ignorer, l'impuissance croissante des acteurs publics – gouvernements, partis, syndicats… –, à maîtriser les grands défis auxquels nous sommes confrontés : la régulation de l'économie globalisée et de la finance folle, l'explosion des inégalités et de la précarité (même si celles-ci sont plus faibles en France qu'ailleurs); l'endiguement des dérèglements climatiques et des atteintes portées à notre écosystème; la maîtrise des flux migratoires et l'intégration des immigrés; la protection des citoyens contre le terrorisme djihadiste, l'agressivité des démocratures, et désormais les grandes pandémies coronovirales… tous ces défis sont mondiaux et appellent des réponses internationales. Or les acteurs publics sont restés pour l'essentiel nationaux et leur opposent des réponses nationales «non coopératives», comme on dit à Bruxelles, voire contradictoires. Circonstance aggravante, les détenteurs du pouvoir économique privé (entreprises multinationales géantes et opérateurs financiers…) se sont, quant à eux, mondialisés. Libres de la localisation de leurs investissements, ils ont institué un régime de croissance qui leur permet de s'octroyer la part du lion dans le partage des richesses. Le rapport de force économique et politique a évolué en leur faveur, et au détriment des acteurs publics : États démocratiques européens, partis, syndicats, associations. Depuis la fin des années 1980, les salariés sont acculés à la défensive et contraints d'accepter des compromis sociaux désavantageux, quand ils ne sont pas nettement régressifs.

D'autres facteurs entrent en jeu dans l'impuissance tendancielle et grandissante des États-nations de taille moyenne : l'avènement de l'individualisme égoïste, désagrégateur du lien social et de la civilité; l'effondrement des grandes idéologies émancipatrices héritées du XIXe siècle et portées par le mouvement ouvrier (socialisme, communisme, tiers-mondisme…); le ralentissement de la croissance économique, qui raréfie le «grain à moudre» et nourrit la crise de l'État-providence; la fragmentation de la société en groupes sociaux, ethniques, religieux, culturels, aux aspirations et aux intérêts divergents; l'avènement de la démocratie médiatique et numérique qui complique la tâche des gouvernants et accélère leur usure au pouvoir.

Pour surmonter la crise de confiance qui frappe nos institutions et notre classe politique, il faut certes «approfondir et complexifier notre démocratie», comme le recommande Pierre Rosanvallon[5], renforcer simultanément la démocratie représentative, la démocratie sociale et la démocratie participative, en rééquilibrant leur articulation au profit des deux dernières. Mais, pour nécessaires qu'elles soient, les réformes institutionnelles ne suffiront pas. Il faut restituer de l'efficacité aux pouvoirs politique, syndical, associatif, à tous leurs niveaux d'exercice (local, régional, national, européen). La crise de nos démocraties est aussi, et sans doute surtout, une crise de moyens. Tout ce qui contribue à réduire la capacité d'action des gouvernants contribue à perpétuer cette crise, voire à l'aggraver. Le fort rebond de la confiance en Emmanuel Macron et son gouvernement, depuis qu'ils ont pris énergiquement la tête de la guerre contre la pandémie du coronavirus, l'illustre éloquemment. Rebond fragile, assurément, comme on l'a vu dans le cas de François Mitterrand, après la guerre du Golfe, en 1991, ou de François Hollande, après les attentats terroristes de 2015. Sa pérennité dépend de l'aptitude de l'Exécutif à mener le pays vers la sortie de crise.

Tout est affaire de curseur

Toute société est *en même temps* une société de défiance et de confiance, d'affrontement et de compromis, assurément… mais à dominante! Une société de défiance intégrale serait invivable, nul ne pourrait y nouer des relations, chacun devrait y vivre retranché dans son «fort Chabrol». Une telle société oublierait que les êtres humains sont capables d'empathie, de solidarité, de compassion, d'amour et d'amitié, de dévouement au bien commun, et même de sacrifier leurs intérêts personnels, voire leur vie, à des causes qui les dépassent. L'attitude des personnels soignants, mais aussi de tant d'autres professionnels des activités de première nécessité, restés à leur poste face à la pandémie du Covid-19, l'illustre amplement. Une société de totale confiance, à l'inverse, ignorerait que le Mal existe et qu'il faut s'en protéger. Que l'homme soit capable du pire et du meilleur, et que dans chaque individu, sous la fine pellicule de civilisation formée au cours des siècles, sommeille un barbare toujours prêt à se déchaîner.

En réalité, tout est affaire de curseur. En France, nous disent les enquêtes d'opinion comparatives, celui-ci penche plutôt du côté de la

(5) P. Rosanvallon, *Le Siècle du populisme*, Seuil, 2020.

Tous droits réservés à l'éditeur

défiance, dans les pays nordiques et anglo-saxons plutôt de celui de la confiance[6].

Peut-être parce qu'en France nous attendons beaucoup de l'État, et nous nous faisons une haute idée de ce qu'il peut et doit accomplir. Dans les pays où l'on en attend moins, voire peu, et où l'on compte surtout sur l'initiative individuelle et collective des citoyens pour relever les défis et régler les problèmes, on est moins déçus, indignés, furieux face aux carences de la puissance publique. On est plus disposés à croire que « l'État ne peut pas tout », comme a dit Lionel Jospin, pour son malheur. Que les gouvernants font ce qu'ils peuvent, et souvent du mieux qu'ils peuvent (même si évidemment ils pourraient mieux faire !), mais qu'ils sont pris dans un réseau de contraintes et de rapports de forces qui limite leur pouvoir.

La France, « patrie de la lutte de classes »

Si l'on quitte maintenant l'univers des enquêtes d'opinion, et ses questions à la formulation pas toujours innocente, pour s'attacher à celui des comportements des acteurs, on constate que, conformément au diagnostic de Karl Marx, la France reste bien « la patrie de la lutte de classes, le pays où les conflits sociaux et politiques sont poussés le plus loin[7] ». C'est pourquoi elle a inventé le bonapartisme, ce pouvoir autoritaire, mais modernisateur, fondé sur le rapport direct entre le peuple et son chef charismatique, par la voie du référendum-plébiscite, et de l'élection du président de la République au suffrage universel[8].

Et, de fait, dans quel autre pays développé la réforme du système de retraite, rendue nécessaire par l'allongement spectaculaire de l'espérance de vie et la réduction accélérée du rapport entre le nombre d'actifs et celui des retraités (4 actifs pour 1 retraité en 1950; 1,7 actif pour 1 retraité aujourd'hui); dans quel autre pays a-t-on assisté à des mouvements sociaux de l'ampleur et de l'intensité de ceux que nous connaissons en France depuis 30 ans dès qu'il est question d'allonger la durée des cotisations et donc de retarder l'âge de départ à la retraite ? En 1995, 2003, 2010, 2019, à chaque fois c'est le même scénario : grève illimitée des transports, appels à la « convergence des luttes », manifestations monstres à répétition, soutien d'une majorité de l'opinion publique, malgré les galères infligées aux usagers. Nulle part ailleurs en Europe et dans les démocraties développées on a constaté une telle résistance de masse à une réforme que, par ailleurs, tout le monde s'accorde à considérer comme nécessaire. Et que la gauche, chaque fois qu'elle revient au pouvoir, en 1997-2002 avec Lionel Jospin, puis en 2012-2017 avec François Hollande, se garde bien de remettre en cause, bien au contraire.

Une telle propension à l'affrontement se vérifie aussi au sein du « peuple de droite » : dans l'Espagne très catholique, au Portugal, en Argentine, en Grande-Bretagne, le droit des homosexuels à se marier a été adopté pacifiquement par un vote majoritaire au Parlement. Il n'y a qu'en France où il a donné lieu aux mobilisations de masse récurrentes de la « Manif pour tous ». Les grandes manifestations en défense de l'École privée, en 1983, d'ailleurs victorieuses, figurent parmi les plus puissantes de l'histoire de France. Dans aucun autre pays développé, on a vu les violences extrêmes qui ont marqué le mouvement des Gilets jaunes. Et que dire de Mai 68 ? Ce soulèvement international de la jeunesse a déferlé sur soixante pays et quatre continents; il n'y a qu'en France qu'il a déclenché une grève générale de six semaines, avec occupation des entreprises et paralysie totale du pays, provoquant une crise de régime.

Une culture de l'affrontement

Cette spécificité française a des causes multiples. Certaines, et non les moindres, sont anciennes, et même lointaines : elles renvoient à la genèse et à la nature de l'État français et à ses rapports particuliers à la « société civile ». D'autres sont contemporaines, et même récentes : elles ont trait aux évolutions du capitalisme et de la société au tournant du siècle. J'insisterai sur les premières, généralement occultées ou sous-évaluées dans notre société de l'immédiateté, tandis que les secondes sont mobilisées plus souvent qu'à leur tour.

On connaît l'adage : en France, c'est l'État qui a fait la nation, ailleurs, en Allemagne, en Italie,

(6) Cf. Sciences-po/CEVIPOF, 11e vague : 33 % des Français pensent « que l'on peut faire confiance à la plupart des gens », contre 46 % des Allemands et 46 % des Britanniques. 66 % des Français pensent « qu'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres », contre 52 % de Allemands et 52 % des Britanniques. S'agissant des institutions politiques : 27 % des Français font confiance à leur gouvernement (en février 2020), contre 45 % des Allemands et 41 % des Britanniques. 31 % à leurs députés, contre respectivement 47 % des Allemands et 39 % des Britanniques; 33 % à leurs sénateurs, contre 52 % et 39 %; 36 % à l'Union européenne, contre 47 % des Allemands et 39 % des Britanniques, pourtant en plein Brexit! Voir l'analyse exhaustive de Bruno Cautrès sur le site de Sciences Po, 5 mars 2020.

(7) Cf. K. Marx, *Les Luttes de classes en France, 1848-1850, Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, La Guerre civile en France*, Éditions sociales, 1984.

(8) Cité par R. Aron, *Mémoires*, p. 493.

Tous droits réservés à l'éditeur

en Grande-Bretagne, en Europe centrale, c'est la nation qui a fait l'État. Entre la monarchie, l'empire, les républiques, il y a une continuité : le renforcement continu de l'État central.

L'État français a fait la nation, mais il l'a faite dans la violence, par le fer et par le feu : le dépassement du pouvoir morcelé de l'époque féodale, sa centralisation dans le pouvoir souverain se sont heurtés à la résistance armée, opiniâtre, récurrente, des grands féodaux, et aussi des peuples régionaux. La guerre de Cent Ans, les guerres de Religion, la Fronde constituent les épisodes les plus dramatiques de ces résistances. Ce processus très conflictuel de centralisation du pouvoir politique a entraîné l'institution d'un État autoritaire, centralisé, surplombant la société civile et la régentant par le haut, méfiant à l'égard de tout ce qui n'émane pas de lui ou qu'il ne peut contrôler. Cet autoritarisme a été aggravé par la victoire au XVII[e] siècle d'un catholicisme de Contre-Réforme triomphant dans la révocation de l'Édit de Nantes, persécutant les protestants et imposant la toute-puissance de la hiérarchie cléricale dans la pratique de la religion. Cette genèse et cette nature de l'État français éclairent la culture à la fois de déférence et de défiance à l'égard du pouvoir central et la culture d'affrontement qui caractérisent notre société. Elles éclairent aussi la force des idéologies révolutionnaires. En France, on s'affronte d'abord, on discute ensuite. «On ne fait des réformes, disait le général de Gaulle, que dans la foulée d'une révolution[9]». Dans les pays nordiques et rhénans, on négocie d'abord, et longuement, avec l'intention de conclure un compromis mutuellement avantageux; et on ne s'affronte, parfois durement, qu'en dernier recours.

Le haut niveau de conflictualité sociale et politique de la société française a une troisième cause profonde : c'est l'existence, jusqu'en 1848, d'une bourgeoisie émeutière et révolutionnaire – elle a tout de même décapité le roi et quantité d'aristocrates! –, qui a imprudemment inoculé au prolétariat, par la médiation de ses élites, un radicalisme politique et une tradition insurrectionnelle dont il allait faire grand usage pour son propre compte. L'idée que la grande Révolution de 1789 a été interrompue à mi-chemin par les possédants, et qu'elle devait être reprise et parachevée pour promouvoir une société véritablement libre, égale et fraternelle, a accouché de l'anarchisme, du socialisme révolutionnaire, puis de sa branche la plus radicale, le communisme. La classe ouvrière française sera longtemps révolutionnaire, son principal syndicat, la CGT, sera d'abord anarcho-syndicaliste, puis communiste. Sa vision de la société française ne l'incitait pas à la coopération et au compromis, mais plutôt à la défiance, à la haine et à la guerre des classes. De 1945 jusqu'en 1968, le «parti des fusillés», quoique le plus stalinien d'Europe, allait exercer son hégémonie non seulement sur le mouvement ouvrier, mais aussi sur l'intelligentsia et la jeunesse.

Ce rapport de surplomb et de défiance/révérence institué de longue date en France a frappé de nombreux théoriciens, qui y ont vu une clé d'explication des évènements hexagonaux. À la tête d'une brillante escouade de sociologues et de politologues américains, Stanley Hoffman constatait dans les années 1960 que, si les Français étaient parfaitement capables de coopérer entre eux, malgré le jacobinisme de leur État, ils le faisaient sur le mode négatif, en opposition, comme ils avaient appris à le faire à l'école : la pédagogie en vigueur dans l'institution scolaire, notait-il, engendrait une sociabilité incarnée par «le groupe de chahut». Les élèves coopéraient pour défier l'autorité du professeur et se montraient très actifs et inventifs dans cet exercice, qui conférait un grand prestige à ses meneurs, bien supérieur à celui dont jouissaient les «forts en thème» et autres «têtes d'œuf», qui devenaient facilement les têtes de Turcs de la «communauté délinquantes». Mais ils coopéraient peu pour promouvoir des projets positifs, contrairement à leurs homologues anglo-saxons ou scandinaves.

Mondialisation libérale et société des individus

À ces causes profondes, historiques, de la culture de l'affrontement de la société française s'ajoutent des causes contemporaines, que je ne peux ici qu'évoquer.

Causes économiques

La mondialisation, la numérisation, la financiarisation du capitalisme ont entraîné une explosion des inégalités et de la précarité qui nourrit un mouvement international de révolte contre l'injustice et l'insécurité sociales. Elles ont affaibli simultanément, je l'ai souligné plus haut, tous les acteurs publics, à commencer par les États-nations moyens de la vieille Europe, au moment où leur intervention est plus que jamais nécessaire pour relever les nouveaux défis auxquels nous sommes confrontés

(9) Voir S. Hoffman, C. P. Kindleberger, L. Willie, J. R. Pitt *et al.*, *À la recherche de la France*, Seuil, 1963. S. Hoffman, *Essais sur la France, déclin ou renouveau ?*, Seuil, 1974.

Tous droits réservés à l'éditeur

(réchauffement climatique, maîtrise des flux migratoires, régulation du capitalisme financier et des multinationales géantes, transition numérique et écologique, lutte contre le terrorisme djihadiste et les démocratures néo- impériales…).

Causes sociétales

L'avènement de la «société des individus», dans un contexte d'effondrement des religions révélées (à l'exception de l'islam…) et des grandes idéologies émancipatrices héritées des siècles derniers (socialisme, communisme…), a ajouté une insécurité culturelle à l'insécurité sociale. La défense de l'identité nationale contre les communautarismes et la mondialisation est devenue un nouveau champ d'affrontement.

Causes géopolitiques

La France vit douloureusement son déclassement du statut d'ancienne grande puissance à celui de puissance moyenne, dite «d'influence». L'espoir de retrouver sa splendeur passée, par le truchement d'une Union européenne qui serait une puissance autonome dans le monde multipolaire du XXIe siècle, ayant (provisoirement ?) échoué, la société française vit dans l'amertume et l'anxiété l'évolution du monde.

Causes institutionnelles

Les institutions de la Ve République poussent à la bipolarisation du champ politique, donc à la radicalisation des oppositions, en même temps qu'elles sous-représentent outrancièrement les classes populaires dans les assemblées élues et en particulier au Parlement. Elles exacerbent la conflictualité française et entravent la démarche du compromis.

Causes médiatiques

La «démocratie du public[10]» dans laquelle nous sommes entrés n'est pas seulement individualiste, sceptique et passablement impotente; elle est aussi numérique et médiatique. La multiplication des médias d'information continue et la généralisation des réseaux sociaux soumettent les gouvernants et tous les pouvoirs à un feu roulant de critiques et de propagation de *fake news,* qui rendent l'exercice de l'autorité difficile, sinon impossible.

Pour un nouveau compromis historique

Le haut niveau de combativité du peuple français a permis de nombreuses conquêtes sociales et démocratiques : on lui doit un système de solidarité et de redistribution sociales et territoriales parmi les plus généreux au monde; des services publics diversifiés et de qualité; un droit du travail particulièrement protecteur. Mais aujourd'hui notre culture de l'affrontement est devenue un handicap. Nous sommes confrontés simultanément, en effet, à trois révolutions majeures : une révolution technologique, celle du numérique, de l'intelligence artificielle et des biotechnologies. Une révolution écologique : il ne s'agit pas seulement de parvenir à la neutralité écologique en 2050, ce qui ne va déjà pas de soi. Il s'agit de transformer radicalement nos modes de production, de consommation et d'échange, autrement dit notre type de civilisation, en quelques décennies. La troisième révolution est géopolitique : c'est celle du basculement du centre de gravité de l'économie-monde vers l'Asie, avec la rapide montée en puissance, notamment, de la Chine et de l'Inde. Et la désagrégation de l'ordre international issu de la Seconde Guerre mondiale, avec le repli national-populiste de Donald Trump. Pour faire face à cette triple révolution (et à quelques autres, comme celle, par exemple, du vieillissement et de la grande dépendance), réussir notre transition numérique et écologique, nous avons besoin de tout autre chose que de rejouer une nouvelle fois une réplique de la Révolution française. Nous avons besoin de promouvoir un nouveau compromis historique entre les classes sociales en vue de relever les redoutables défis qui nous assaillent en ce début du XXIe siècle. Pour dépasser la société de défiance, il faut d'abord réduire, et si possible éradiquer, les raisons objectives de se défier : la précarité, l'insécurité publique et économique, l'injustice sociale. D'autres y sont parvenus en Europe, il n'y a pas de raisons que nous n'y parvenions pas. Il faut offrir une perspective, proposer une utopie réaliste : celle de la République sociale, laïque et écologique, cheville ouvrière d'une fédération européenne des États-nations. Il faut réformer notre démocratie, impliquer individuellement et collectivement les citoyens à la conduite des réformes.

La réaction des Français, face à la pandémie du coronavirus, laisse espérer que cela est possible.

HENRI WEBER

(10) Cf. B. Manin, *Principes du gouvernement représentatif,* Calmann-Lévy, 1995.

Tous droits réservés à l'éditeur